



À PUBLIER IMMÉDIATEMENT

Le mardi 27 septembre 2005

Services de garde à l'enfance :

Une experte australienne met le Canada en garde contre la commercialisation des services

OTTAWA – Lynne Wannan, une experte en services de garde à l'enfance de l'Australie, dit avoir été témoin de la prise de contrôle « à la Wal-Mart » des services de garde à l'enfance dans son propre pays. Maintenant que le débat sur le programme de services de garde à l'enfance du Canada fait rage, elle mène une tournée pancanadienne d'une durée de trois semaines dans le but de partager les leçons apprises par l'Australie.

Au cœur du débat est la question de savoir si les différents paliers gouvernementaux du Canada assureront un financement équitable aux exploitants de garderies privées et communautaires.

Ottawa a débloqué un budget de 5 milliards au cours des cinq prochaines années pour les garderies provinciales et territoriales accréditées. Vu le faible nombre de restrictions imposées par le gouvernement fédéral limitant les personnes ayant accès à ces fonds, les défenseurs des services de garde à l'enfance communautaires craignent que la majorité de ces fonds s'envolent en profits.

Il y a une décennie, le gouvernement national australien a modifié les règles de financement, ouvrant ainsi la voie à l'émergence de chaînes de garderies privées qui ont vite fait de s'accaparer leur part du lion des deniers publics. Aujourd'hui, des promoteurs immobiliers, des magnats de la vague .com, des athlètes professionnels et des courtiers boursiers sont actifs sur le marché des services de garde à l'enfance. Les principales chaînes australiennes ont récemment fusionné et affichent des profits records. ABC Learning Centres contrôle maintenant 25 % du secteur et cherche à étendre son empire au-delà des frontières vers d'autres pays, dont le Canada, selon son PDG, Eddy Groves, de nationalité canadienne.

La prolifération des garderies commerciales en Australie a mené à une crise de politique publique :

- L'accès des immigrants, des populations autochtones, des enfants ayant des besoins particuliers et des familles en milieu rural et à faible revenu est limité.
- Les programmes communautaires et les petits propriétaires-exploitants ont été progressivement éliminés.
- Les fonds publics servent davantage à assurer la surveillance du système et à tenter des poursuites contre ceux qui enfreignent les règles.

- Les conditions de travail des travailleuses et travailleurs en garderie se sont détériorées.

Lynne Wannan est membre du « National Children's Services Reference Group », un comité consultatif qui travaille auprès du ministère de l'Enfance de l'Australie. De plus, elle préside l'association nationale des garderies communautaires de l'Australie. Ses services d'analyste de politiques sociales ont été retenus par des gouvernements d'État locaux et elle œuvre également comme conseillère dans le secteur des services de garde à l'enfance.

Tournée de Lynne Wannan

30 sept.-1 ^{er} oct.	Ottawa, ON
3-4 oct.	Vancouver, CB
5-6 oct.	Winnipeg, MB
7 oct.	Halifax, NÉ
11 oct.	St. John's, TN
12 oct.	Fredericton, NB
14-15 oct.	Toronto, ON
15 oct.	Ottawa, ON
17 oct.	Toronto, ON
18 oct.	Edmonton, AB
20 oct.	Ottawa, ON

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance a été fondée en 1983 dans le but de promouvoir des services de garde à l'enfance de qualité, inclusifs, financés par l'État, sans but lucratif et accessibles à tous. L'association compte plus de 140 000 membres comprenant parents, intervenantes en services de garde, chercheurs et étudiantes, ainsi que groupes de femmes, organismes de lutte contre la pauvreté et de justice sociale, syndicats, associations de personnes ayant des limitations fonctionnelles et groupes représentant les communautés rurales.